

Convention collective

IDCC : 8434. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET FORESTIERS ET CUMA
(FRANCHE-COMTÉ)
(1^{er} novembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 11 juin 1999,
Journal officiel du 23 juin 1999)

■ *Journal officiel* du 17 février 2009

**Arrêté du 6 février 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations
agricoles, les entreprises de travaux agricoles et forestiers et les
coopératives d'utilisation de matériel agricole de la région
Franche-Comté (n° 8434)**

NOR : AGRS0903135A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 11 juin 1999 portant extension de la convention collective de travail du 1^{er} novembre 1998 concernant les exploitations agricoles, les entreprises de travaux agricoles et forestiers et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de la région Franche-Comté et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 5 décembre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 28 novembre 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 15 du 5 décembre 2007 à la convention collective de travail du 1^{er} novembre 1998 concernant les exploitations agricoles, les entreprises de travaux agricoles et forestiers et les coopératives

d'utilisation de matériel agricole de la région Franche-Comté sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion de :

- l'article 1^{er} de l'avenant susvisé comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 2222-1 du code du travail relatives à la détermination du champ d'application des conventions et accords collectifs de travail ;
- l'article 4 de l'avenant susvisé comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 713-2 du code rural fixant la durée du travail à trente-cinq heures et la durée quotidienne du travail effectif à dix heures.

Le septième alinéa de l'article 2 de l'avenant est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 1242-10 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,*
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/51, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.